



Nombre de délégués : 66

Présents : 56

Suffrages exprimés : 65

## DELIBERATION DU CONSEIL DE COMMUNAUTE

\*\*\*\*\*

### Séance ordinaire

L'an deux mille vingt trois, le vingt sept juin, le Conseil de communauté du Grand Pic St Loup s'est réuni au lieu habituel de ses séances, sis Hôtel de La Communauté à ST-MATHIEU-DE-TREVIERS, après convocation légale le 21 juin 2023, sous la Présidence de M. Alain BARBE.

#### Étaient présents :

M. Jacques GRAU (Assas) - Mme Agnès ROUVIERE-ESPOSITO (Buzignargues) - M. Philippe DOUTREMEPUICH (Causse de la Selle) - M. Philippe TOURRIER (Claret) - Mme Martine DURAND-RAMBIER (Claret) - M. Daniel FLOUTARD (Combaillaux) - Mme Ghislaine VALLESPER (Combaillaux) - Mme Geneviève CASTANIE (Fontanès) - M. Pierre ANTOINE (Guzargues) - M. Jean-Claude PÜIG (Lauret) - M. Alain BARBE (Les Matelles) - M. Pascal VABRE (Le Triadou) - M. Christophe TREBUCHON (Mas de Londres) - M. Romain KUSOSKY (Notre Dame de Londres) - M. Georges CAPUS (Pégairolles de Buèges) - Mme Myriam SABATIER (Rouet) - M. René ALBE (Saint André de Buèges) - Mme Françoise MATHERON (Saint Bauzille de Montmel) - M. Anthony LE DU (Saint Bauzille de Montmel) - M. Jérôme POUGET (Saint Clément de Rivière) - Mme Rachèle BODIN (Saint Clément de Rivière) - M. Grégory MOLTER (Saint Clément de Rivière) - M. Olivier THALER (Saint Clément de Rivière) - Mme Michèle LERNOUT (Saint Gély du Fesc) - M. Eric STEPHANY (Saint Gély du Fesc) - Mme Laure CAPELLI (Saint Gély du Fesc) - M. Sylvain ALET (Saint Gély du Fesc) - Mme Anne MEYOUR (Saint Gély du Fesc) - M. Patrick BURTÉ (Saint Gély du Fesc) - Mme Christiane NAUDI (Saint Gély du Fesc) - M. Philippe LECLANT (Saint Gély du Fesc) - Mme Annie LAMOR (Saint Gély du Fesc) - M. Bernard PERIDIER (Saint Gély du Fesc) - M. Jean-Michel PECOUL (Saint Hilaire de Beauvoir) - M. Laurent SENET (Saint Jean de Buèges) - M. Jean-Claude ARMAND (Saint Jean de Cornies) - M. Gérard BRUNEL (Saint Martin de Londres) - Mme Dominique POUDEVIGNE (Saint Martin de Londres) - M. Jérôme LOPEZ (Saint Mathieu de Tréviers) - Mme Patricia COSTERASTE (Saint Mathieu de Tréviers) - M. Patrick COMBERNOUX (Saint Mathieu de Tréviers) - Mme Christine OUDOM (Saint Mathieu de Tréviers) - M. Frédéric CAUSSIL (Saint Vincent de Barbeyrargues) - M. Antoine MARTINEZ (Sainte Croix de Quintillargues) - M. Gilles BERGER (Sauteyrargues) - M. Eric BASCOU (Teyran) - Mme Françoise GALLAS (Teyran) - M. Thierry DUQUÉNOIS (Teyran) - Mme Brigitte HOURTAL (Teyran) - M. Eric JAEGER (Teyran) - M. Hussam AL MALLAK (Vailhauquès) - Mme Claude SAINT-PIERRE (Vailhauquès) - M. Gérard FABRE (Valflaunès) - Mme Nadine JOUANEN (Viols en Laval) - Mme Anne DURAND (Viols le Fort) - M. Rodolphe THIRIEZ (Viols le Fort)

#### Excusés :

M. Thomas BAY (Cazevieille)  
Mme Corinne MARTINEZ (Assas) – Pouvoir à M. CAUSSIL  
M. Christian BOURRIAGUE (Ferrières les Verreries) – Pouvoir à Mme SABATIER  
Mme Faustine DELAMBRE (Les Matelles) – Pouvoir à M. BARBE  
M. Eric RIGUET (Murles) – Pouvoir à M. MARTINEZ  
Mme Marion LAPIERRE (Saint Clément de Rivière) – Pouvoir à M. POUGET  
M. Guillaume FABRE (Saint Gély du Fesc) – Pouvoir à Mme LERNOUT  
M. Jean-Pierre RAMBIER (Saint Jean de Cuculles) – Pouvoir à M. ANTOINE  
M. Lionel TROCELLIER (Saint Mathieu de Tréviers) – Pouvoir à M. BERGER  
M. Jean-Baptiste PANCHAU (Vacquières) – Pouvoir à M. TOURRIER

**M. Eric JAEGER est élu secrétaire de séance.**

Accusé de réception en préfecture  
034-200022986-20230627-019\_06\_2023-DE  
Date de télétransmission : 29/06/2023  
Date de réception préfecture : 29/06/2023

Monsieur Pierre ANTOINE expose :

Vu l'article 67 de la loi de finances pour 2015 n°2014-1654 du 29 décembre 2014 ;  
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2333-26 et suivants et R.2333-43 et suivants ;  
Vu le code du tourisme et notamment les articles L.422-3 et suivants ;  
Vu le décret n°2015-970 du 31 juillet 2015 ;  
Vu l'article 59 de la loi n°2015-1786 du 29 décembre 2015 de finances rectificative pour 2015 ;  
Vu l'article 90 de la loi n°2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances rectificative pour 2016 ;  
Vu l'article 86 de la loi n°2016-1918 du 29 décembre 2016 de finances rectificative pour 2016 ;  
Vu les articles 44 et 45 de la loi n°2017-1775 du 28 décembre 2017 de finances rectificative pour 2017 ;  
Vu les articles 162 et 163 de la loi n°2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 ;  
Vu le décret n° 2019-1062 du 16 octobre 2019 ;  
Vu les articles 16, 112, 113 et 114 de la loi n°2019-1479 de finances pour 2020 ;  
Vu les articles 122, 123 et 124 de la loi n°2020-1721 de finances pour 2021 ;  
Vu l'article L.4331-6 de la loi 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023 ;  
Sous réserves des dernières dispositions de la loi de finances 2024 ;  
Vu la délibération du Conseil départemental de l'Hérault du 26 février 1990 portant sur l'institution d'une taxe additionnelle départementale à la taxe de séjour ;  
Vu la délibération du 19 septembre 2017 instituant une taxe de séjour sur le territoire de la Communauté de communes du Grand Pic Saint Loup ;  
Vu le rapport de Monsieur le Président ;

**Article 1 :** Par délibération du 19/09/2017, la Communauté de communes du Grand Pic Saint Loup a institué une taxe de séjour sur l'ensemble de son territoire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018.  
La présente délibération reprend toutes les modalités et les tarifs de la taxe de séjour sur son territoire. Cette délibération s'appliquera à compter du 1er janvier 2024 en lieu et place de toutes les délibérations antérieures.

**Article 2 :** La taxe de séjour est perçue au réel par toutes les natures d'hébergement à titre onéreux proposés dans le territoire :

- Palaces ;
  - Hôtels de tourisme ;
  - Résidences de tourisme ;
  - Meublés de tourisme ;
  - Villages de vacances ;
  - Chambres d'hôtes ;
  - Auberges collectives ;
  - Terrains de camping et de caravanage ainsi que tout autre terrain d'hébergement de plein air ;
  - Emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranchée de 24 heures ;
  - Port de plaisance ;
  - Les hébergements en attente de classement et les hébergements sans classement qui ne relèvent pas des autres natures d'hébergement mentionnés aux 1° à 9° de l'article R. 2333-44 du CGCT ;
- La taxe de séjour est perçue auprès des personnes hébergées à titre onéreux et qui n'y sont pas domiciliées.

Son montant est calculé à partir de la fréquentation réelle des établissements concernés.

Le montant de la taxe due par chaque touriste est égal au tarif qui lui est applicable en fonction de la classe de l'hébergement dans lequel il réside, multiplié par le nombre de nuitées correspondant à la durée de son séjour. La taxe est ainsi perçue par personne et par nuitée de séjour.

**Article 3 :** La taxe de séjour est perçue sur la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre.

**Article 4 :** Le Conseil départemental de l'Hérault, par délibération en date du 26 février 1990, a institué une taxe additionnelle de 10% à la taxe de séjour.

L'Art. L. 4332-6 de la Loi de Finances pour l'année 2023 Institue une taxe additionnelle régionale de 34 % à la taxe de séjour perçue dans le département de l'Hérault (au bénéfice de la Société de la ligne nouvelle Montpellier-Perpignan)

Accusé de réception en préfecture 034-200022986-20230627-019_06_2023-DE Date de télétransmission : 29/06/2023 Date de réception préfecture : 29/06/2023
--

Dans ce cadre et conformément aux dispositions de l'article L.3333-1 du CGCT, les taxes additionnelles sont recouvrées par la Communauté de communes du Grand Pic Saint Loup, pour le compte du département et de la région dans les mêmes conditions que la taxe communautaire à laquelle elles s'ajoutent. Son montant est calculé à partir de la fréquentation réelle des établissements concernés.

**Article 5 :** Conformément aux articles L.2333-30 et L.2333-41 du CGCT, les tarifs doivent être arrêtés par le Conseil communautaire avant le 1<sup>er</sup> Juillet de l'année pour être applicable à compter de l'année suivante.

Le barème suivant est appliqué à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2024 :

Catégorie d'hébergement	Tarif EPCI voté	TA CD	TA Régionale	Tarif taxe
Palaces	3.64€	0.36€	1.24 €	5.24 €
Hôtels de tourisme 5 étoiles, résidences de tourisme 5 étoiles, meublés de tourisme 5 étoiles	2.73€	0.27€	0.93 €	3.93 €
Hôtels de tourisme 4 étoiles, résidences de tourisme 4 étoiles, meublés de tourisme 4 étoiles	1.50€	0.15€	0.51 €	2.16 €
Hôtels de tourisme 3 étoiles, résidences de tourisme 3 étoiles, meublés de tourisme 3 étoiles	0.91€	0.09€	0.31 €	1.31 €
Hôtels de tourisme 2 étoiles, résidences de tourisme 2 étoiles, meublés de tourisme 2 étoiles, villages de vacances 4 et 5 étoiles	0.82€	0.08€	0.28€	1.18 €
Hôtels de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile, villages de vacances 1,2 et 3 étoiles, chambre d'hôtes, auberges collectives	0.73€	0.07€	0.25 €	1.05 €
Terrain de camping et terrains de caravanage classés en 3,4 et 5étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, emplacements dans des aires de camping-carset des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures	0.55€	0.06€	0.19 €	0.80 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, ports de plaisance	0.20€	0.02€	0.07 €	0.29 €

**Pour tous les hébergements en attente de classement ou sans classement à l'exception des catégories d'hébergements mentionnées dans le tableau de l'article 5, le tarif applicable est de 3% du coût par personne de la nuitée dans la limite du tarif le plus élevé en vigueur par nuitée par personne.**

034-200022986-20230627-019\_06\_2023-DE  
Date de réception préfecture : 29/06/2023

Le coût de la nuitée correspond au prix de la prestation d'hébergement hors taxes. La taxe additionnelle départementale s'ajoute à ce tarif.

**Article 6 :** Sont exemptés de la taxe de séjour conformément à l'article L.2333-31 du CGCT :

- Les personnes mineures ;
- Les titulaires d'un contrat de travail saisonnier employés dans la commune ;
- Les personnes bénéficiant d'un hébergement d'urgence ou d'un relogement temporaire ;

**Article 7 :** Les logeurs doivent déclarer tous les mois le nombre de nuitées effectuées dans leur établissement auprès du service taxe de séjour. Cette déclaration peut s'effectuer par courrier ou par internet.

En cas de déclaration par courrier, le logeur doit transmettre chaque mois avant le 10 du mois suivant, le formulaire de déclaration accompagné d'une copie intégral de son registre des séjours.

En cas de déclaration par internet, le logeur doit effectuer sa déclaration avant le 15 du mois suivant et ne communiquera ses justificatifs à la collectivité qu'à sa demande.

Le service taxe de séjour transmet à tous les hébergeurs un état récapitulatif portant le détail des sommes collectées qu'ils doivent leur retourner accompagné de leur règlement :

- Avant le 30 avril, pour les taxes perçues du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars ;
- Avant le 31 juillet, pour les taxes perçues du 1<sup>er</sup> avril au 30 juin ;
- Avant le 31 octobre, pour les taxes perçues du 1<sup>er</sup> juillet au 30 septembre ;
- Avant le 31 janvier N+1, pour les taxes perçues du 1<sup>er</sup> octobre au 31 décembre :

**Article 8 :** Le produit de cette taxe est intégralement utilisé pour le développement touristique du territoire au travers du financement de l'office du tourisme conformément à l'article L.2333-27 du CGCT.

Il est précisé que les tarifs de la CCGPSL restent inchangés par rapport à 2023.

**Le Conseil de Communauté,  
Le Rapporteur entendu, après en avoir délibéré et à l'unanimité**

- **ADOpte** la mise à jour du règlement de la taxe de séjour pour 2024.

*Ainsi délibéré, les jour, mois et an que dessus,  
Pour extrait conforme et certifié exécutoire,*

**Le Président,  
Alain BARBE**

Monsieur le Président informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Certifié exécutoire par M. le Président  
Compte tenu de la transmission à M. le Préfet le 29.06.2023  
Et de la publication sur le site internet de la CCGPSL.

Le Président,  
A. BARBE



Accusé de réception en préfecture  
034-200022986-20230627-019\_06\_2023-DE  
Date de télétransmission : 29/06/2023  
Date de réception préfecture : 29/06/2023